INTERNATIONALISME

ORGANE THEORIQUE ET DE DISCUSSION

N° 10

(Avril 1946)

Sommaire

L'EXPERIENCE RUSSE

LETTRE A LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

L'INTERNATIONALE

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

L'EXPERIENCE RUSSE

Il n'y a plus de doute possible : la première expérience de la révolution prolétarienne, dans ce qu'elle présente comme acquis positif et encore plus dans les enseignements négatifs qu'elle comporte, est aujourd'hui à la base de tout le mouvement ouvrier moderne. Tant que le bilan de cette expérience ne sera pas fait, tant que les enseignements ne seront pas mis en lumière et assimilés, l'avant-garde révolutionnaire et le prolétariat seront condamnés à piétiner sur place.

Même en supposant l'impossible, c'est-à-dire que le prolétariat s'empare du pouvoir par un jeu de circonstances miraculeusement favorables, il ne saura dans ces conditions se maintenir. Dans un délai très court, il perdra la direction des événements et la révolution ne tardera pas à s'engager sur les rails du retour au capitalisme.

Les révolutionnaires ne peuvent se contenter simplement de prendre position par rapport à la Russie d'aujourd'hui. Le problème de la défense ou de la non-défense de la Russie a depuis longtemps cessé d'être un débat dans le camp de l'avant-garde.

La guerre impérialiste de 1939-45 dans laquelle la Russie s'est montrée sous son vrai jour, aux yeux de tout le monde, comme une des puissances impérialistes, comme la plus rapace, la plus sanguinaire a définitivement fait des défenseurs de la Russie, quelles que soient les formes sous lesquelles ils se présentent, des prolongements politiques de l'État impérialiste russe dans le prolétariat, au même titre que la guerre de 1914-18 a révélé la soudure définitive des partis socialistes avec les États capitalistes nationaux.

Nous ne comptons pas revenir sur cette question dans la présente étude. Pas davantage nous ne reviendrons ici sur la nature de l'État russe que la tendance opportuniste au sein de la Gauche Communiste Internationale tente encore de représenter comme une nature prolétarienne à fonction contre-révolutionnaire, comme un État ouvrier dégénéré. Nous croyons avoir terminé avec cette sophistique subtile d'une prétendue opposition qui existerait entre la nature prolétarienne et la fonction contre-révolutionnaire de l'État russe et qui, au lieu d'apporter la moindre analyse et explication sur l'évolution de la Russie, mène directement au renforcement du stalinisme, de l'État capitaliste russe et du capitalisme international. Nous constatons d'ailleurs que, depuis notre étude et polémique contre cette conception parue dans le n° 6 du *Bulletin International* de la Fraction italienne en juin 1944, les défenseurs de cette théorie n'ont plus osé revenir ouvertement à la charge. La Gauche Communiste de Belgique a fait savoir officiellement qu'elle rejette cette conception. Le PCI d'Italie semble n'avoir pas encore pris position. Et si nous ne trouvons pas une défense ouverte méthodique de cette conception erronée, nous ne trouvons pas non plus son rejet explicite. Ce qui explique que, dans les publications du PCI d'Italie, on trouve constamment les termes "d'État ouvrier dégénéré" quand il s'agit de l'État capitaliste russe.

Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une simple question de terminologie mais de la subsistance d'une fausse analyse de la société russe, d'un manque de précision théorique que nous rencontrons également dans d'autres questions politiques et programmatiques.

L'objet de notre présente étude porte exclusivement à dégager ce qui nous semble être les enseignements fondamentaux de l'expérience russe. Ce n'est pas une histoire des événements qui se sont déroulés et succédés en Russie que nous nous proposons de faire, quelle que soit leur importance. Un tel travail exige un effort qui dépasse notre capacité. Nous ne voulons que tenter un essai sur cette partie de l'expérience russe qui, dépassant le cadre d'une situation historique contingente, porte un enseignement valable pour tous les pays et l'ensemble de la Révolution sociale à venir

Nous comptons ainsi participer et apporter notre contribution à l'étude des questions fondamentales dont la solution ne peut venir que par l'effort de tous les groupes révolutionnaires au travers d'une discussion internationale.

PROPRIETE PRIVEE ET PROPRIETE COLLECTIVE

Le concept marxiste sur la propriété privée des moyens de production, comme étant le fondement de la production capitaliste et partant de la société capitaliste, semblait contenir l'autre formule : la disparition de la possession privée des moyens de production équivaldrait à la disparition de la société capitaliste. Aussi, nous trouvons dans toute la littérature marxiste la formule de la disparition de la possession privée des moyens de production comme synonyme du socialisme. Or le développement du capitalisme, ou plus exactement le capitalisme dans sa phase décadente, nous présente une tendance, plus ou moins accentuée mais également généralisée à tous les secteurs, vers la limitation de la possession privée des moyens de production, vers leur nationalisation.

Mais les nationalisations ne sont pas du socialisme et nous ne nous arrêterons pas ici à le démontrer. Ce qui nous intéresse c'est la tendance même et sa signification du point de vue de classe.

Si l'on conçoit que la propriété privée des moyens de production soit la base fondamentale de la société capitaliste, toute constatation d'une tendance vers la limitation de cette propriété nous conduit à une contradiction insurmontable, à savoir : le capitalisme porte atteinte à sa propre condition, sape lui-même sa propre base.

Il serait tout à fait vain de jongler avec des mots et spéculer sur les contradictions inhérentes au régime capitaliste. Quand on parle, par exemple, de la contradiction mortelle du capitalisme, à savoir que celui-ci, pour développer sa

production, a besoin de conquérir de nouveaux marchés mais qu'au fur et à mesure qu'il conquiert ces nouveaux marchés il les incorpore à son système de production et détruit ainsi le marché sans lequel il ne peut vivre, on signale une contradiction réelle surgissant du développement objectif de la production capitaliste indépendamment de sa volonté et insoluble pour lui. C'est la même chose quand on cite la guerre impérialiste et l'économie de guerre où le capitalisme, par ses contradictions internes, produit son auto-destruction. Et ainsi pour toutes les contradictions objectives dans lesquelles évolue le régime capitaliste.

Mais il en est tout autrement pour la propriété privée des moyens de production où l'on ne voit pas des forces obligeant le capitalisme à s'engager délibérément, consciemment dans la formation d'une structure qui représenterait une atteinte à sa nature, à son essence même.

En d'autres termes, en proclamant la possession privée comme la nature du capitalisme on proclame en même temps qu'en dehors de cette possession privée le capitalisme ne peut subsister. Du même coup on affirme que toute modification dans un sens de limitation de cette possession privée signifierait la limitation du capitalisme et une modification dans un sens non capitaliste, opposée au capitalisme, anticapitaliste. Encore une fois il ne s'agit de proportion de la grandeur de cette limitation ! Se réfugier dans des calculs quantitatifs ou ne voulant démontrer qu'il ne s'agit que d'une grandeur négligeable serait esquiver la question. Cela, du reste, serait faux par-dessus le marché car il ne suffirait pas de citer l'ampleur de la tendance à la limitation dans les pays totalitaires et en Russie, où elle porte sur tous les moyens de production, pour se convaincre. Ce qui est en question, ce n'est pas la grandeur mais la nature même de la tendance.

Si la tendance à la liquidation de la possession privée signifie réellement une tendance vers l'anticapitalisme, on aboutit à cette conclusion stupéfiante : étant donné que cette tendance s'opère sous la direction de l'État, l'État capitaliste deviendra l'agent de sa propre destruction.

C'est bien à cette théorie de l'État capitaliste anticapitaliste qu'aboutissent tous les protagonistes "socialistes" des nationalisations, du dirigisme économique et tous les faiseurs de "plans" qui, dans la mesure où ils ne sont pas des agents conscients du renforcement du capitalisme, sont néanmoins des réformateurs au service du capitalisme. Tels sont les groupes "Abondance"⁽¹⁾, "CETES", etc.

Les trotskistes qui n'ont pas beaucoup de raison dans leur cerveau sont évidemment pour ces limitations car *"tout ce qui est opposé à la nature capitaliste est forcément prolétarien"*.

Ils sont peut-être un peu sceptiques mais estiment criminel de négliger la moindre possibilité. Les nationalisations pour eux c'est tout de même un affaiblissement de la propriété privée du capitalisme. S'ils ne disent pas, comme les staliniens et les socialistes, que c'est un morceau de socialisme en régime capitaliste, ils sont cependant convaincus que c'est "progressif". Malins comme ils sont, ils comptent faire faire à l'État capitaliste un travail qui autrement resterait à faire par le prolétariat après la révolution.

"C'est toujours cela de pris et de moins à faire" se disent-ils en se frottant les mains et satisfaits d'avoir roulé l'État capitaliste.

"Mais c'est du réformisme !" s'écrie la Gauche communiste du type Vercesi. Et en "marxiste", le voilà parti non pas à expliquer le phénomène mais à le nier tout bonnement, à démontrer par exemple que les nationalisations n'existent pas, ne peuvent exister, qu'elles ne sont que des inventions, des mensonges démagogiques des réformistes.

Pourquoi cette indignation surprenante à première vue, cette obstination dans la négation ? Cela parce que le point de départ est commun avec les réformistes car c'est là-dessus que repose toute sa théorie de la nature prolétarienne de la société russe. Et puisqu'ils ont le même critère pour apprécier la nature de classe de l'économie, la reconnaissance d'une telle tendance dans les pays capitalistes ne peut signifier pour lui que la reconnaissance d'une transformation évolutive du capitalisme en socialisme.

Ce n'est pas tellement parce qu'il tient à la formule "marxiste" de la possession privée mais plutôt parce qu'il est tenu par elle ou plus exactement par sa caricature renversée – c'est-à-dire : l'absence de la possession privée des moyens de production est le critère de la nature prolétarienne de l'État russe –, qu'il est amené à nier la tendance de la possibilité de la limitation de la propriété privée de moyens de production en régime capitaliste.

Plutôt que d'observer le développement objectif et réel du capitalisme d'État et de rectifier sa position sur la nature de l'État russe, il préfère s'en tenir à la formule et sauver sa théorie de la nature prolétarienne de la Russie, et tant pis pour la réalité. Et, comme la contradiction entre la formule et la réalité est insurmontable, on niera cette dernière tout simplement et le tour est joué !

Une troisième tendance tentera de trouver la solution dans la négation du marxisme. *"Cette doctrine, dit-elle, était vraie tant qu'elle s'appliquait à la société capitaliste ; mais ce que Marx n'avait pas prévu et en quoi le marxisme est «dépassé» c'est qu'il a surgi une nouvelle classe qui s'empare graduellement et en partie pacifiquement (!) du pouvoir politique et économique de la société au dépens du capitalisme et du prolétariat."*

Cette nouvelle (?) classe serait, pour les uns la bureaucratie, pour les autres la technocratie et pour d'autres encore la "synarchie".

¹ -NDE- Groupes abondancistes chez les anarchistes ou trotskistes.

Abandonnons toutes ces élucubrations et revenons à notre sujet. Il est un fait indéniable, c'est qu'il existe une tendance qui va vers la limitation de la possession privée des moyens de production et qu'elle s'accroît chaque jour dans tous les pays. Cette tendance se concrétise dans la formation générale d'un capitalisme étatique gérant les branches principales de la production et la vie économiques du pays. Le capitalisme d'État n'est pas l'apanage d'une fraction de la bourgeoisie ou d'une école idéologique particulière. Nous le voyons s'instaurer aussi bien en Amérique démocratique que dans l'Allemagne hitlérienne, dans l'Angleterre "travailliste" que dans la Russie "soviétique".

Il ne nous est pas permis dans les cadres de cette étude de pousser à fond l'analyse du capitalisme d'État, des conditions et des causes historiques qui déterminent cette forme. Remarquons simplement que le capitalisme d'État est la forme correspondant à la phase décadente du capitalisme comme le fut le capitalisme de monopole à sa phase de plein développement.

Une autre remarque : un trait caractéristique du capitalisme d'État nous semble être son développement plus accentué en rapport avec les effets de la crise économique permanente dans les divers pays capitalistes évolués.

Mais le capitalisme d'État ne représente nullement la négation du capitalisme et encore moins la transformation graduelle en socialisme comme le prétendent les réformistes des diverses écoles.

La crainte de tomber dans le réformisme en reconnaissant la tendance vers le capitalisme d'État réside dans l'erreur qu'on fait dans la nature du capitalisme. Celle-ci n'est pas donnée par la possession privée des moyens de production – qui n'est qu'une forme propre à une période donnée du capitalisme, à la période du capitalisme libérale – mais dans la séparation entre les moyens de production et le producteur.

Le capitalisme c'est la séparation entre le travail passé, accumulé entre les mains d'une classe dictant et exploitant le travail vivant d'une autre classe. Peu importe comment la classe possédante répartit entre ses membres la part de chacun. Dans le régime capitaliste cette répartition se modifie constamment par la lutte économique ou par la violence militaire. Aussi importante que soit l'étude du fonctionnement de cette répartition du point de vue l'économie politique, ce n'est pas cela qui nous importe ici.

Quelles que soient les modifications intervenant dans les rapports entre les différentes couches de la bourgeoisie dans la classe capitaliste, du point de vue du système social des rapports entre les classes, le rapport de la classe possédante à la classe productrice reste capitaliste.

Que la plus-value extirpée pendant le procès de production aux ouvriers se répartisse d'une façon ou d'une autre, que la part revenant respectivement au capital financier, commercial, industriel soit plus ou moins grande n'influence en rien et ne modifie en rien la nature même de la plus-value. Pour qu'il y ait production capitaliste, il est absolument indifférent qu'il y ait possession privée ou collective des moyens de production.

Ce qui détermine le caractère capitaliste de la production c'est l'existence du capital, c'est-à-dire du travail accumulé dans les mains des uns et commandant le travail vivant des autres en vue de produire de la plus-value. Le transfert du capital des mains privées individuelles entre les mains de l'État ne signifie pas une modification, un changement de nature du capitalisme vers le non-capitalisme mais strictement une concentration du capital assurant plus rationnellement, plus parfaitement l'exploitation de la force de travail.

Ce qui est en jeu et faux ce n'est pas le concept marxiste mais exclusivement sa compréhension étriquée, son interprétation étroite et formelle. Ce qui donne un caractère capitaliste à la production ce n'est pas la possession privée des moyens de production. La propriété privée et celle des moyens de production existaient aussi dans la société esclavagiste ainsi que dans la société féodale. Ce qui fait de la production une production capitaliste c'est la séparation des moyens de production d'avec les producteurs, leur transformation en moyens d'acheter et de commander le travail vivant dans le but de lui faire produire de l'excédent, de la plus-value, c'est-à-dire la transformation des moyens de production perdant leur caractère de simple outil dans le processus de production pour devenir et exister en tant que capital.

La forme sous laquelle le capital existe, forme privée ou concentrée (trust, monopole ou étatique) ne détermine pas plus son existence que la grandeur de la plus-value ou les formes qu'elle peut prendre (profit, rente foncière) ne déterminent son existence. Les formes ne sont que la manifestation de l'existence de la substance et ne font que l'exprimer diversement.

À l'époque du capitalisme libéral, la forme sous laquelle existait le capital était essentiellement celle du capitalisme privé individuel. Aussi les marxistes pouvaient, sans grand inconvénient, se servir de la formule représentant essentiellement la forme pour exprimer et présenter son contenu.

Pour la propagande auprès des masses cela présentait même l'avantage de traduire une idée quelque peu abstraite dans une image concrète, vivante et plus facilement saisissable.

"Possession privée des moyens de production = capitalisme" et "Atteinte à la possession privée = socialisme" étaient des formules frappantes mais n'étaient que partiellement vraies.

L'inconvénient ne surgit que lorsque la forme tend à se modifier. L'habitude prise à représenter le contenu par sa forme, parce que correspondant pleinement à un moment donné, se transforme en une identification qui n'existe pas et conduit à l'erreur de substituer le contenu par la forme. Cette erreur nous la trouvons pleinement dans la Révolution russe.

Le socialisme exige un très haut degré de développement des forces productrices qui n'est concevable qu'à la suite d'une plus grande concentration et centralisation des forces de production.

Cette concentration se fait par la dépossession privée des moyens de production. Mais cette dépossession, comme la concentration à l'échelle nationale ou même internationale des forces de production, n'est qu'une condition de l'évolution vers le socialisme mais n'est encore en rien du socialisme.

L'expropriation la plus poussée peut tout au plus faire disparaître les capitalistes en tant qu'individus jouissant de la plus-value mais ne fait pas encore disparaître la production de la plus-value, c'est-à-dire le capitalisme.

Cette affirmation peut à première vue paraître paradoxale mais un examen attentif de l'expérience russe nous montrera la réalité. Pour qu'il y ait socialisme, ou même simplement tendance vers le socialisme, il ne suffit pas qu'il y ait expropriation mais il est nécessaire que les moyens de production cessent d'exister en tant que capital. En d'autres termes, il faut qu'il y ait un renversement du principe capitaliste de la production.

Au principe capitaliste du travail accumulé commandant le travail vivant en vue de la production de plus-value doit être substitué le principe du travail vivant commandant le travail accumulé en vue de la production de produit de consommation pour la satisfaction des besoins des membres de la société.

C'est dans ce principe et uniquement en lui que réside le socialisme.

L'erreur de la Révolution russe et du parti bolchevik a été de mettre l'accent sur la condition, l'expropriation – qui, par elle-même, n'est pas encore du socialisme ni le facteur déterminant de l'orientation de l'économie dans un sens socialiste – et d'avoir négligé et mis au second plan le principe même d'une économie socialiste.

Il n'y a rien de plus instructif à ce sujet que la lecture de nombreux discours et écrits de Lénine sur la nécessité d'un développement croissant de l'industrie et de la production de la Russie soviétique. Pour Lénine le développement de l'industrie s'identifie avec le développement du socialisme. Il emploiera couramment et presque indifféremment les termes de capitalisme d'État et de socialisme d'État sans bien les distinguer. Les formules comme "*Les coopératives + l'électricité, voilà le socialisme*" et d'autres de ce genre ne font que traduire la confusion et le tâtonnement, dans ce domaine, des dirigeants de la Révolution d'octobre.

Il est très caractéristique que Lénine ait surtout attiré l'attention sur le secteur privé et sur la petite propriété privée paysanne qui, selon lui, pouvaient faire peser la menace d'une évolution de l'économie russe vers le capitalisme et ait complètement négligé le danger autrement plus présent et décisif venant de l'industrie étatisée.

L'histoire a complètement démenti l'analyse de Lénine sur ce point. La liquidation de la petite propriété paysanne pouvait signifier en Russie non pas le renforcement d'un secteur socialiste mais bien d'un secteur étatiste au bénéfice du renforcement d'un capitalisme d'État.

Il est certain que les difficultés auxquelles s'est heurtée la Révolution russe de par son isolement et de par l'état arriéré de son économie seront grandement atténuées pour la Révolution à l'échelle internationale.

C'est à cette échelle seulement que se trouve la possibilité d'un développement socialiste de la société et de chaque pays. Il n'en reste pas moins vrai que, même à l'échelle internationale, le problème fondamental réside non pas dans l'expropriation mais dans le principe même de la production.

Non seulement dans les pays arriérés mais même dans les pays où le capitalisme a atteint son plus haut développement subsistera, pendant un certain temps et dans certains secteurs de la production, la propriété privée qui ne sera résorbée que lentement et graduellement.

Cependant le danger d'un retour au capitalisme ne viendra pas principalement de ce secteur, car la société en évolution vers le socialisme ne peut retourner vers un capitalisme à sa forme primitive et dépassée par lui-même. La menace redoutable d'un retour au capitalisme se trouvera essentiellement dans le secteur étatisé. Cela d'autant plus que le capitalisme se trouve ici sous sa forme impersonnelle, pour ainsi dire éthérée. L'étatisation peut servir à camoufler longtemps un processus opposé au socialisme.

Le prolétariat ne surmontera ce danger que dans la mesure où il rejettera l'identification entre l'expropriation et le socialisme, dans la mesure où il saura distinguer entre l'étatisation, même avec l'adjectif "socialiste", et le principe socialiste de l'économie.

L'expérience russe nous enseigne et nous rappelle que ce ne sont pas les capitalistes qui font le capitalisme mais bien le contraire, c'est le capitalisme qui engendre des capitalistes. Les capitalistes ne peuvent exister en dehors du capitalisme mais la réciproque n'est pas vraie. Le principe capitaliste de production peut exister après la disparition juridique et même effective des capitalistes bénéficiaires de la plus-value. Dans ce cas la plus-value, tout comme sous le capitalisme privé, sera réinvestie dans le procès de la production en vue d'une extirpation plus grande masse de plus-value. Dans un court délai, l'existence de la plus-value engendrera les hommes formant la classe qui s'appropriera la jouissance de la plus-value. La fonction créera l'organe. Qu'ils soient des parasites, des bureaucrates ou des techniciens participant à la production, que la plus-value se répartisse d'une façon directe ou d'une façon indirecte par le truchement de l'État sous la forme de hauts salaires ou dividendes proportionnels à leurs actions et emprunts d'État (comme c'est déjà le cas en Russie), tout cela ne changera en rien le fait fondamental que nous nous trouverons en présence d'une nouvelle classe capitaliste.

Le point central de la production capitaliste se trouve dans la différence existant entre la valeur déterminée par le temps de travail et la force de travail qui reproduit plus que sa propre valeur. Cela s'exprime dans la différence entre le temps de travail nécessaire à l'ouvrier pour reproduire sa propre subsistance et qui lui est payé et le temps de travail qu'il fait en plus et qui lui n'est pas payé et constitue la plus-value dont s'empare le capitaliste. C'est dans le rapport entre le temps de travail payé et le temps de travail non payé que se distinguera la production socialiste de la production capitaliste.

Toute société a besoin d'un fond de réserve économique pour pouvoir assurer la continuation de la production, et de la production élargie. Ce fond se constitue par du surtravail indispensable. D'autre part, une quantité de surtravail est indispensable pour subvenir aux besoins des membres improductifs de la société. La société capitaliste tend à détruire avant de disparaître les masses énormes de travail accumulé sur l'exploitation féroce du prolétariat.

Au lendemain de la révolution, le prolétariat victorieux se trouvera devant des ruines et une situation économique catastrophique, legs de la société capitaliste. Il aura à reconstituer le fond de réserve économique. C'est-à-dire que la part de surtravail que le prolétariat aura à prélever sera peut-être aussi grande que sous le capitalisme. Le principe économique socialiste ne saurait donc être distingué dans la grandeur immédiate du rapport entre le travail payé et non payé. Seule la tendance de la courbe, la tendance au rapprochement du rapport pourra servir d'indication de l'évolution de l'économie et être le baromètre indiquant la nature de classe de la production.

Le prolétariat et son Parti de classe auront donc à y veiller attentivement. Les plus belles conquêtes industrielles (même où la part des ouvriers serait en valeur absolue plus grande mais relativement moindre) signifieraient le retour au principe capitaliste de la production. Toutes les démonstrations subtiles sur l'inexistence du capitalisme privé de la nationalisation des moyens de production ne sauront cacher cette réalité.

Sans se laisser prendre à cette sophistique intéressée à perpétuer l'exploitation de l'ouvrier, le prolétariat et son Parti devraient immédiatement une lutte implacable pour stopper cette orientation de retour à l'économie capitaliste et imposer, par tous les moyens, leur politique économique vers le socialisme.

En conclusion nous citerons le passage suivant de Marx pour illustrer et résumer notre pensée :

"La grande différence entre le principe capitaliste et le principe socialiste de la production est celle-ci : les ouvriers trouvent-ils en face d'eux les moyens de production en tant que capital et ne peuvent-ils en disposer que pour augmenter le surproduit et la plus-value au compte de leurs exploités ou bien, au lieu d'être occupés par ces moyens de production, les emploient-ils pour produire la richesse à leur propre compte ?"

Karl Marx (*Histoire des doctrines économiques* – Tome V, page 171)

(A suivre)

Nous publions ci-dessous une lettre que nous avons adressée le 15 mars dernier à tous les groupes se réclamant de la Gauche Communiste.

Nous constatons avec regret que, jusqu'à ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse. La politique du silence est la pire qui puisse exister.

Nous rendons cette lettre publique : – 1 afin de permettre à tout militant révolutionnaire ayant à cœur le problème du regroupement international de l'avant-garde, de mieux connaître la situation de celle-ci à l'heure actuelle, – 2 parce que nous considérons qu'il faut en finir avec la voie de "la diplomatie secrète". Le prolétariat ne peut forger son Parti qu'au travers de la discussion et de la controverse publique sur tous les problèmes.

Dans le prochain *Internationalisme* nous répondrons à des critiques que divers camarades nous ont objectées individuellement.

*

A LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

Au Parti communiste Internationaliste d'Italie
A la Fraction belge
Au Groupe 2 de la Fraction française de la Gauche Communiste

Chers camarades,

Sans vouloir reproduire l'ensemble des critiques que nous avons formulées dans nos documents nous nous proposons, dans cette lettre, de préciser quelques points que nous estimons indispensables pour la compréhension de nos positions et de la situation générale dans laquelle se trouve la Gauche Communiste Internationale.

La Gauche Communiste Internationale et les autres groupes révolutionnaires

Ce serait une grave erreur de prétendre que la Gauche Communiste Internationale présente l'unique courant de gauche issu de la 3^{ème} Internationale après la dégénérescence et la trahison de cette dernière. Une telle affirmation ne relève que d'une prétention suffisante digne d'une chapelle ou d'une secte et présente le plus grand handicap dans la voie du regroupement national et international des forces de la révolution.

La Gauche Communiste Internationale présente, à notre avis, la tendance la plus conséquente aux principes programmatiques les plus achevées du courant de la Gauche dont historiquement et politiquement elle n'est qu'une partie.

A côté de la Gauche Communiste Internationale existent, dans de nombreux pays, des groupes et des militants révolutionnaires qui font partie intégrante du courant de la Gauche – qui va de la 3^{ème} Internationale à la future Internationale –, tout comme les fractions de Trotsky, des spartakistes, des abstentionnistes en Italie et les tribunistes hollandais faisaient partie du même courant de la Gauche – qui allaient de la 2^{ème} à la 3^{ème} Internationale et qui trouvaient en la Fraction bolchévique son expression historique la plus conséquente.

Evidemment il ne peut être question, dans ce courant de Gauche, de comprendre les diverses formations politiques qui, à l'instar du trotskisme, ont été happées dans l'engrenage de l'idéologie bourgeoise et ont cessé depuis longtemps de présenter des moments du processus de reconstitution de l'organisation politique de la classe. Aucun de ces groupes n'a résisté aux épreuves historiques décisives. Par leur retour dans les rangs de la 2^{ème} Internationale ou par leur adhésion à l'idéologie antifasciste et la participation, d'une façon directe ou indirecte, à la guerre impérialiste mondiale, soit au nom de la défense de l'URSS, soit au nom de la "libération nationale" et des "droits des peuples à disposer d'eux-mêmes", soit au nom de la lutte contre le "fascisme", ces groupes se sont définitivement liquidés politiquement en tant qu'expression du prolétariat.

En parlant des groupes révolutionnaires qui sont dans le camp prolétarien et qui font partie du courant historique de la Gauche, nous entendons exclusivement les groupes qui, à aucun moment, n'ont trempé dans la guerre et qui ont résisté à

l'idéologie capitaliste de l'antifascisme. Tels sont les groupes des Communistes Révolutionnaires en France, le RKD, les Communistes des Conseils en Hollande etc.

La Gauche Communiste Internationale ne peut s'acquitter de sa tâche de formation des cadres et de base programmatique des futurs partis qu'en s'orientant résolument vers une discussion internationale, vers une confrontation politique publique et fraternelle avec tous ces groupes révolutionnaires. Cette discussion et confrontation internationale ne peut être laissée au hasard des circonstances mais doit être recherchée, organisée et, dans la mesure où l'intérêt de la discussion rendra possible et nécessaire, on devrait s'orienter vers l'organisation de contacts, de discussion et de publication de Bulletins internationaux de discussion et documentation, et de conférences internationales.

La Gauche Communiste Internationale

Il est nécessaire de reconnaître que la GCI, si elle présente une ligne politique générale, ne présente pas toutefois une homogénéité politique. Il ne s'agit pas de monolithisme, impossible dans une organisation et qui ne peut être qu'un étouffement bureaucratique détruisant toute possibilité de vie politique idéologique. En parlant d'homogénéité nous parlons d'une base de principes fondamentaux indispensables pour que l'organisation ne se transforme pas en un rassemblement éclectique. La guerre a révélé des divergences et oppositions au sein de la GCI et portant sur des questions de principes.

Ces divergences ont eu pour résultat la brisure de l'unité organisationnelle de la GCI, des scissions et exclusions et la formation de divers groupes qui défendaient publiquement des positions politiques diamétralement opposées. Il serait indigne de la part de révolutionnaires honnêtes de vouloir fermer les yeux ou de jeter un voile pudique sur cette réalité.

On peut réussir pendant un temps à tromper soi-même et le prolétariat mais on ne peut construire par cette méthode un véritable parti de classe capable de s'acquitter de sa tâche. Le mensonge de l'homogénéité, basé sur l'écartement de toute question en divergence, ne peut avoir finalement que le même résultat : celui du monolithisme bureaucratique, l'étouffement de toute possibilité de vie idéologique de l'organisation.

Nous ne citerons que les points les plus importants où se sont manifestées des divergences dans la GCI :

- a) La nature de la guerre, exacerbation ou disparition des antagonismes inter-impérialistes.
- b) La théorie révisionniste de l'économie de guerre avec tout son aboutissement des positions opportunistes.
- c) La question de l'antifascisme : la participation à la guerre impérialiste en Espagne, la participation à la guerre mondiale au travers du Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles.
- d) La question de l'État russe ; la défense de la théorie de la nature prolétarienne de l'État russe ou capitalisme d'État en Russie.

QUESTIONS SUBSIDIAIRES

- 1- La question des syndicats : les syndicats sont-ils encore des organismes de classe ou des casernes de l'État capitaliste ?
- 2- La question parlementaire : doit-on participer aux élections ?
- 3- Appréciation de 1943 en Italie : absence totale du prolétariat ou manifestation de l'apparition du prolétariat italien ?
- 4- Tendance actuelle du capitalisme : négation du caractère économique des nationalisations ou tendance vers un capitalisme d'État ?
- 5- Analyse de la situation présente et la perspective centrale : sommes-nous dans un cours montant de la lutte de classe ou dans un cours vers la 3^{ème} guerre impérialiste mondiale ?
- 6- La notion de l'État après la victoire de la révolution : nature prolétarienne, l'État ouvrier ou nature capitaliste-État fléau, instrument entre les mains du prolétariat mais qui ne s'identifie pas avec lui.

Mais il ne suffit pas d'énumérer les questions en divergences. Nous devons encore constater et déplorer que, depuis un certain temps, il se manifeste une tendance, dans la GCI, à abandonner toute discussion politique et théorique et à vouloir créer une fiction d'une homogénéité à l'extérieur en escamotant et en esquivant le débat sur les problèmes les plus fondamentaux à l'intérieur.

Le Parti Communiste Internationaliste d'Italie

Le PCI présente cette particularité d'être le reflet d'une situation qui a imposé la formation du Parti mais sans que le Parti reflète suffisamment, par une prise de conscience claire, la situation...

L'exemple le plus frappant de cet état contradictoire est donné par l'énonciation, d'une part, de cette règle principale juste que la construction du Parti n'est possible que dans une situation montante de reprise, de lutte offensive du prolétariat et l'affirmation, d'autre part, que les événements de 1943 en Italie (moment où fut fondé le Parti) ne signifiaient pas une manifestation de reprise de lutte du prolétariat italien. Ainsi on aboutit à une série de contradictions inextricables.

Où la règle principale est valable pour tous les pays sauf l'Italie ou bien la règle reste valable aussi pour l'Italie et c'est le PCI qui devient alors une création artificielle ; ou bien encore la fondation du Parti correspondait à la règle principale et alors c'est l'analyse des événements de 1943 qui est erronée.

Le plus surprenant c'est que le PCI affirme simultanément les trois choses à la fois et à tour de rôle sans même se douter de la contradiction.

L'insuffisance des travaux de la Conférence n'apparaît pas tellement dans les débats qui ont eu lieu mais surtout dans le fait d'avoir laissé de côté et passé outre les problèmes fondamentaux de l'heure. Le problème du capitalisme d'État et les caractères de la phase décadente du capitalisme n'ont même pas été effleurés. Pas plus d'ailleurs que la question de la nature de classe de la société russe.

Mais le plus grave est que la Conférence de Turin a, par-dessus tout, évité de toucher aux questions qui ont déchiré la Fraction italienne en trois groupes : la minorité qui a participé et a préconisé la participation à la guerre impérialiste en Espagne, le groupe Vercesi qui a révisé les notions fondamentales de la Fraction par ses théories de l'«Economie de guerre» et sa participation dans le Comité de Coalition Antifasciste à Bruxelles, et le groupe de Marseille qui seul a maintenu la position communiste de la Fraction durant la guerre.

Il est inconcevable pour tout militant révolutionnaire honnête que ces trois groupes, la minorité exclue en 1937, le groupe Vercesi exclu au début de 1945 et le groupe de Marseille se retrouvent, fin juillet 1945, dans une même organisation en maintenant chacun sa position mais en évitant, d'un commun accord, de porter le débat publiquement ni de donner d'explication au prolétariat.

Il est plus particulièrement inadmissible que les camarades comme Butta ⁽²⁾ et Tullio ⁽³⁾ qui ont signé "*la déclaration politique*" votée à la Conférence de la Fraction italienne en mai 1944 qui dénonçait le révisionnisme et l'opportunisme du groupe Vercesi, que ces camarades qui ont voté et signé la résolution d'exclusion de Vercesi en janvier 1945 pour son activité "antifasciste" aient pu se retrouver avec Vercesi à la Conférence de Turin sans porter le débat publiquement.

Ces documents politiques – que ces camarades ont voté mais qui, pour des raisons inexplicables (pudeur ou sentimentalité) ont été tenu cachés jusqu'à ce jour – sont publiés dans *Internationalisme* n° 7. Si aujourd'hui ils renient ces documents, ces camarades sont tenus de donner une explication politique publique de leur nouvelle position. Le silence est inadmissible. Les documents politiques dans le mouvement ouvrier ne sont pas des chiffons de papier de la diplomatie bourgeoise. On ne peut pas sans inconvénient bafouer avec cette désinvolture ses propres positions. Une telle attitude de légèreté ne peut que déconsidérer ces camarades, porter le discrédit sur toute l'organisation et inciter avec raison les ouvriers à la plus grande méfiance à l'égard du Parti quant à sa sincérité et à son sens de responsabilité.

Et qu'on ne vienne pas invoquer la résolution contenant la condamnation de la politique "antifasciste". Cette condamnation vague et générale – incluse en passant dans une résolution traitant de contacts à prendre avec des groupes dans les autres pays –, de par les conditions dans lesquelles elle fut faite, de par l'unanimité sans débat avec laquelle elle fut votée, ne nous rassure nullement.

N'oublions pas que cette résolution fut apportée et présentée à la Conférence par... Vercesi ! On ne peut s'empêcher de penser aux belles résolutions pompeuses votées par la 2^{ème} Internationale contre la guerre au moment même où les chefs se préparaient consciemment à pratiquer les plus infâmes trahisons. On ne peut pas ne pas évoquer la récente Conférence de la SFIO maintenant les articles du programme sur la lutte de classe contre l'État capitaliste au moment même où le Parti Socialiste est à la tête de l'État.

Ce ne sont pas les affirmations verbales qui comptent. C'est uniquement l'accord qui existe entre le verbe et l'action qui peut nous garantir sur la sincérité de la parole.

Dans le cas concret de Vercesi, il ne s'agit pas seulement de ses théories révisionnistes mais de son activité concrète pendant la guerre. Il faut en finir avec le silence pudique et la déformation de la vérité. Le Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles – dans lequel Vercesi au nom de la Fraction jouait un rôle prépondérant – était comme son nom l'indique une coalition de tous les partis politiques "antifascistes" de la bourgeoisie italienne. Quelle a été l'activité de ce Comité ? Il suffit d'ouvrir l'organe du Comité, *l'Italia di Domani*, paru en pleine guerre, pour s'en apercevoir. Dans ce journal, où Vercesi était l'éditorialiste "marxiste", s'étale la plus infecte propagande pour la guerre des démocraties contre l'Allemagne fasciste, le souhait que le bloc démocratique saura reconnaître les sacrifices du "peuple" italien participant dans la guerre contre l'Allemagne, pour laisser à l'Italie son "indépendance", sa "grandeur" et ses colonies. Vous trouverez, dans ce journal infâme, la glorification d'un héros "antifasciste" qui a fait sauter tant de trains et occasionné la mort de tant de "boches". Vous trouverez aussi des appels pour s'engager dans l'Armée pour la Libération nationale.

"L'ITALIA DI DOMANI" EST UNE EDITION 1944-45 DU "POPOLO D'ITALIA" DE MUSSOLINI DE 1915. Il poursuit en effet les mêmes buts, la participation à la guerre impérialiste aux côtés des "démocraties". Que la sympathie des gouvernements "démocratiques" alliés lui était acquise, tout le prouve.

La sauce marxiste de Vercesi trouvait sa raison d'être, comme on le comprend bien, pour mieux faire avaler toute cette infâme nourriture aux ouvriers italiens.

Le PCI d'Italie doit se rendre compte de la gravité des faits. Il n'aura d'autorité pour condamner les staliniens et autres qu'après avoir, sans aucune réticence et publiquement, fait le procès politique de l'activité de Vercesi et du Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles. Sinon tout ouvrier paraît en droit de **COMPRENDRE LE SILENCE DU PCI COMME UNE SOLIDARISATION AVEC CETTE ACTIVITÉ.**

Dans un article, "une déléguée française" à la Conférence de Turin caractérise celle-ci comme le nouveau "Livourne". Livourne c'est le Congrès de fondation du PC d'Italie en 1921. Quoi qu'on ait pu dire de "la rupture à gauche" de

² -NDE- Bottaioli, Giovanni (Butta) (1909-1959) membre du PCI dès sa fondation en 1921 puis de la fraction italienne depuis 1928. Il fait partie de la CE de la fraction reconstituée à Marseille dès 1942.

³ -NDE- Lecci, Aldo (Tullio) (1900-1974) membre du PCI dès sa fondation en 1921 puis de la fraction italienne et de sa CE depuis 1928. Il fait partie de la CE de la fraction reconstituée à Marseille dès 1942.

Livourne, ce ne fut qu'une traduction atténuée du Congrès de la Halle (unification avec les Indépendants allemands) et du Congrès de Tous (unification avec Frossard, Cachin et tutti quanti). Livourne c'est l'amalgame avec "*Ordino Nuovo*", les Serrati, les Pombacci et les Grazidei. C'est la corde au cou passée par l'IC à la Gauche abstentionniste de Bordiga. Ce n'est pas Livourne que la Fraction s'est proposé de refaire mais une sélection révolutionnaire plus sévère sur des bases programmatiques ne laissant pas de place à l'opportunisme.

La Conférence de Turin, comme nous venons de le voir, se situe, sur un certain nombre de points, sur une ligne qui n'est même pas celle de Livourne mais celle de Serrati, celle de l'unité de tout le monde.

C'est précisément ce que cette "singulière déléguée" glorifie sous le nom de Livourne que nous critiquons et condamnons dans la Conférence de Turin et dans le PCI d'Italie.

La Fraction en Belgique

Depuis la reprise de son activité, la Fraction belge a accompli un travail extrêmement précieux. Son effort continu dans la publication régulière de *L'Internationaliste* est une preuve réconfortante de sa vitalité. Mais il est regrettable que nous n'assistions pas à une correspondance dans le travail théorique et dans la netteté de ses positions politiques.

Aucun des problèmes en divergences dans la GCI n'a été abordé ouvertement et directement. Aussi trouvons-nous dans *L'Internationaliste* des positions contradictoires sur un même problème. Sur l'analyse des événements de 1943 par exemple, la Fraction belge s'est niée au moins trois fois dans l'intervalle de quelques mois. Et cela sans le moindre trouble comme si c'était tout naturel. Dans la question de l'État, les contradictions les plus frappantes sont présentées tout naïvement comme des "errata". Dans les autres questions brûlantes comme "la nature de l'État russe", les nationalisations, la nature de la guerre, l'économie de guerre, on remarque un manque de précision qui permet au lecteur averti de saisir des appréciations fort différentes et opposées.

Mais ce qui, dans l'activité de la Fraction belge, nous paraît le plus critiquable c'est son attitude envers la crise dans les Fractions italienne et française.

Dans la crise de la GCI, la Fraction belge (FB) semblait vouloir occuper la position de la Suisse entre les blocs belligérants, avec un préjugé favorable pour la tendance Vercesi. S'efforçant d'amoindrir les conclusions les plus absurdes et les plus choquantes de la théorie de Vercesi, elle manifestait sa méfiance envers "l'intransigeance «exagérée»" et croyait pouvoir attribuer cela au malentendu et aux mauvaises interprétations. Au lieu de participer activement dans la discussion, prendre carrément et ouvertement position, elle n'a fait que minimiser le débat et garder le silence. Ainsi s'explique cette situation paradoxale où la Fraction belge persiste, malgré notre insistance et celle de la FI avant sa dissolution, à se taire sur le Comité de Coalition Antifasciste, qui pourtant agissait en Belgique, et à réussir à ne souffler mot, ni pour, ni contre.

Dans la crise de la Fraction française : la FB, qui déplore le malentendu et la scission survenue en mai, commence par déclarer ne pouvoir se prononcer sur le fond. Mais cette réserve politique ne l'empêche pas de nous traiter, un beau jour dans une lettre aux CR, de dissidents de la GC et cela sans qu'aucune discussion et clarification politique n'aient eu lieu.

On pourrait demander peut-être à la FB quels sont les critères politiques qui lui ont servi pour distinguer entre la Gauche Communiste et la "dissidence" ? Croit-elle que pour être de la GCI il faut faire partie de la Fraction Internationale de Vercesi ? Ne confond-elle pas un peu trop hâtivement l'une avec l'autre ? La fraction belge a proposé au mois de mai une conférence internationale de tous les groupes de la GCI avec un ordre du jour portant sur toutes les questions en divergence et la constitution d'un Bureau International.

La Fraction française, alors encore unie, a accepté cette proposition en soumettant la question d'un Bureau International et sa fonction au résultat des débats. Après la scission, nous avons maintenu et renouvelé notre accord avec la proposition. Mais entre temps c'est la FB, sans explication, qui a renoncé à sa proposition. Peut-on savoir la raison exacte ?

Nous ne pouvons que déplorer cette attitude quelque peu trouble de la FB correspondant d'ailleurs à son attitude politique. Décidément la "neutralité" ne vaut rien en politique. Sans mettre en doute les bonnes intentions de la FB, son attitude n'a pas éliminé les "malentendus" mais n'a fait qu'entretenir l'état dans lequel se trouve la GCI. La FB porte ainsi sa part de responsabilité.

La Fraction en France

Deux groupes existent actuellement en France qui se réclament de la GCI et prétendent chacun représenter la Fraction en France.

Cette situation, à première vue paradoxale, n'est en réalité qu'une manifestation particulière de ce qui est l'état "normal" dans l'ensemble de la GCI. Deux courants fondamentaux se heurtent dans la GCI. En France, ces deux courants apparaissent sous la forme d'organisations séparées, indépendantes et opposées.

Nous répétons ici, une fois de plus, ce que nous avons déclaré maintes fois, que NOUS ETIONS CONTRE LA SCISSION parce que 1- les divergences qui nous séparaient n'étaient pas exclusives à la Fraction française et, en conséquence, ne pouvaient être résolues sur le plan étroit de la Fraction française mais uniquement sur le plan international de la GCI ;

2- la solution des divergences ne peut réellement présenter un moment de dépassement qu'après maturation et clarification politiques suffisantes ;

3- nous répudions le système qui consiste à provoquer des divergences imaginaires sur des points secondaires pour camoufler des divergences réelles et qui substitue à la confrontation politique loyale l'arme empoisonnée des intrigues organisationnelles et les cancons de concierge.

C'est brusquement, après le retour de S de B et avant même qu'elle ait pu rendre compte de son mandat, que se déclenche une campagne faisant feu de tout bois. Cette campagne aboutit avec une rapidité extraordinaire (4 semaines) au départ de trois camarades quittant l'organisation (nous avouons avoir été surpris par ce blitzkrieg).

Pour entretenir la confusion à l'extérieur, ces trois camarades, constitués en organisation, continuaient à s'intituler "Fraction française" et publiaient un journal avec le même titre que celui de la majorité de l'organisation. Ces procédés, qu'il est préférable de s'abstenir de qualifier, sont devenus des faits courants dans le mouvement ouvrier depuis l'avènement du stalinisme. Nous ne pouvons que protester contre de tels procédés et constater que le prolétariat n'a pas encore la force de les extirper et d'imposer un minimum de probité intellectuelle et une morale révolutionnaire. Après des mois, ce groupe fusionne avec des camarades de l'ancienne minorité exclus de la Fraction Italienne en 1937 et des éléments dirigeants de l'ancienne UC (Union Communiste).

Nous n'allons pas faire ici la critique des positions de l'ancienne minorité de la FI. Ce sont de vieux militants incontestablement dévoués à la cause du prolétariat, absolument intègre qui, tôt ou tard, peuvent et doivent trouver leur place dans les rangs de l'organisation révolutionnaire. Mais il n'en reste pas moins que les positions prises par ces camarades lors de la guerre impérialiste en Espagne sont des positions anti-prolétariennes et que, de ce fait, ces camarades ne pourraient reprendre place dans la GCI (qui s'est constituée contre eux) que dans la mesure où ils auraient abandonné leur position en la dépassant critiqueusement.

Mais il n'en est rien. Dans une déclaration faite dans une réunion publique, un camarade de la minorité pouvait affirmer que l'entrée de la minorité dans un groupe de la Fraction n'impliquait pas de leur part l'abandon de leur position sur la guerre espagnole qu'ils maintenaient intégralement.

Ce qui est le cas pour la minorité s'applique également aux camarades de l'UC, organisation à laquelle la minorité adhérait depuis 1937.

Il est possible, pour des raisons historiques, que la construction de l'organisme de classe ne se fasse pas toujours et partout par le développement régulier de la Fraction. Il est possible que la construction du Parti nécessitera d'emprunter un chemin plus tortueux que celui théoriquement et idéalement entrevu (le chemin de la fraction) et se réalisera au travers d'un regroupement avec des militants d'autres groupes. Mais, dans cette éventualité, la condition fondamentale restera la discussion franche et honnête entre les divers groupes aboutissant à un accord sur une base principielle.

C'est exactement le contraire qui s'est produit à Paris. Au lieu de convier à une discussion politique générale entre les divers groupes, on a intentionnellement écarté les groupes existants, comme les RKD, les CR, les CR dissidents et nous-mêmes, pour se livrer à des tractations avec des individualités dans le plus grand secret. Cette méthode de racolage individuel, employée naguère par Trotsky et combattue par la Fraction Italienne, a l'avantage de substituer l'attachement sentimental à des personnalités à la confrontation politique. Mais aussi, ce n'est pas une organisation qu'on crée mais simplement un amalgame politique.

La nouvelle "Fraction" non seulement a fait place en son sein aux positions de la minorité italienne et de l'UC sur la guerre espagnole mais encore elle a rejeté la "Déclaration de principes" qui fut le document de base à la constitution de la Fraction en France. On peut se demander, après cela, ce qui reste encore de Gauche Communiste, hormis le nom susurré, dans cet amalgame.

La "Déclaration de principes" (document de base de la FF) abandonnée sans explication, les thèses et résolutions de la Conférence constitutive de la FF rejetées sans débats, les statuts de l'organisation oubliées, sur quoi donc, sur quelles bases s'est faite cette singulière unification ? A ce jour, aucune résolution, aucune déclaration politique n'a encore été faite, et pour cause ! ON NE PEUT PARLER DE CE QUI N'EXISTE PAS.

Cependant ce groupe – qui fuit lamentablement toute discussion et confrontation politiques avec les autres groupes – semble jouir d'une certaine faveur auprès de certaines tendances dans la GCI. Ce fait, surprenant à première vue, s'explique cependant quand on constate que ce groupe s'est transformé en une "claque" applaudissant et justifiant tout ce qui se fait, toute politique portant formellement le nom de GCI.

Il serait trop long d'énumérer toutes les contradictions et tournants opérés par ce groupe depuis un an. Mais au travers de tous ces zigzags, une tendance générale se dégage : le retour aux positions révisionnistes de la tendance Vercesi. On a ravalé la résolution votée condamnant le révisionnisme de la théorie de l'Economie de guerre, on a ravalé la condamnation de la participation au Comité Antifasciste et le vote d'exclusion pour ce fait de la tendance Vercesi. Rien ne traduit mieux la désorientation et la crainte de se trahir ou de "déplaire" que l'incapacité absolue où se trouve ce groupe de publier un seul numéro de la revue de discussion théorique.

Quant à nous, nous ne prétendons pas n'avoir pas commis de fautes ou d'avoir résolu tous les problèmes. Il est possible que nous ayons commis des erreurs. Mais en publiant, en plus du journal, une dizaine de numéros de notre revue *Internationalisme*, nous avons fait preuve de notre effort d'aborder les problèmes, de chercher à donner une réponse communiste sans nous occuper de plaire ou de déplaire.

Le prestige de tel ou tel individu voulant jouer le rôle de "chef" nous occupe fort peu. Les individus, quels qu'ils soient, ne nous intéressent pas. Ce sont des positions politiques que nous défendons ou combattons et la passion avec laquelle nous le faisons n'a d'autre justification que la conviction profonde de servir la classe et de contribuer à l'armement idéologique de l'avant-garde.

Le Bureau International de la GCI

La Conférence du PCI a à nouveau posé le problème de la reconstitution du BI de la GCI. Rappelons que, durant toute la guerre, nous avons œuvré pour cette reconstitution contre tous ceux qui ne voyaient pas de possibilité d'existence de l'organisation pendant la guerre et faisaient tout pour qu'elle n'existe pas. Ainsi, se trouvait ressuscitée en 1939–45 la vieille théorie de Kautsky de 1914–18 de l'Internationale organisation dans la période de paix et non dans la période de guerre.

L'expérience nous a montré que la reconstruction du BI ne pourra avoir lieu qu'après une Conférence internationale des Fractions, après une discussion approfondie sur les divergences. Nous avons souscrit aux propositions d'une telle conférence faite par la Fraction belge en mai 1945.

Or, en ce moment, nous assistons à des tentatives de précipiter la formation d'un BI en dehors de toute conférence et de toute confrontation politique internationale. On manigance, on se dépense en voyages, en tractations individuelles, en diplomatie secrète. Il paraîtrait que le BI est déjà un fait ou sur le point de le devenir et la lutte se fait autour du nombre de "sièges" réservés à chacun de ces groupes.

Notre Fraction est évidemment tenue à l'écart. Dans tout ceci, nous ne voyons simplement qu'une volonté d'éliminer organisationnellement notre Fraction.

Il existe, camarades, deux méthodes de regroupement : il y a celle qui a servi au 1^{er} Congrès de l'IC qui a invité tous les groupes et partis se réclamant du Communisme pour participer à la confrontation de leur position ; il y a celle de Trotsky qui, en 1931, "réorganisait" l'Opposition internationale et son secrétariat en prenant bien soin d'éliminer, préalablement et sans explication, la Fraction italienne et d'autres groupes qui auparavant en faisaient partie. Les vieux camarades se souviendront d'une lettre de protestation, envoyée par la Fraction italienne à toutes les sections de l'Opposition internationale, stigmatisant cet acte arbitraire et bureaucratique de Trotsky.

Vercesi et ses amis reprennent aujourd'hui la vieille méthode de Trotsky. Même le procédé de la formation d'une deuxième, d'une nouvelle fraction en France n'est pas une trouvaille originale ? C'est la copie du procédé de Trotsky constituant une nouvelle Opposition italienne (KOI) en 1931 pour faire pièce à la fraction "bordiguiste". Même procédé pour cacher une même intention. On n'ose pas exclure politiquement la tendance de Gauche intransigeante de crainte de révéler sa propre couleur opportuniste. On a recours à de savantes "réorganisations" en prenant soin d'éliminer préalablement la tendance de gauche. C'est plus habile et moins gênant.

Camarades, il faut prendre garde. Si un tel procédé, si une telle méthode triomphait dans la GCI, cela ne manquerait pas d'avoir des conséquences graves. Cela signifierait non seulement que l'opportunisme a triomphé dans la GCI mais qu'il étouffe déjà la vie politique à l'intérieur, qu'il est déjà assez fort pour passer à l'exclusion bureaucratique des éléments de gauche.

Nous nous adressons à tous les groupes, à tous les militants qui se réclament de la GCI. Nous élevons notre protestation contre la volonté et l'intrigue de nous éliminer de l'organisation internationale. Aucun critère politique, aucun statut organisationnel ne peut être invoqué pour justifier notre élimination. D'avance nous dénonçons la manœuvre qui consistera demain à nous présenter comme des "dissidents" qui se sont retirés de la GCI par leur propre volonté.

Nous reprenons la proposition de la Fraction belge d'une Conférence internationale de tous les groupes de la GCI avec l'ordre du jour tel qu'il a été accepté. Nous nous proposons en outre d'inviter à assister, à titre consultatif, à cette conférence tous les groupes communistes qui, sans être de la GCI, ont eu toutefois une attitude révolutionnaire internationaliste pendant la guerre et n'ont, à aucun moment, trempé dans des coalitions et idéologiques antifascistes. Ceci peut se rapporter aux spartakistes de Hollande, les CR et RK en France et peut-être d'autres encore.

La situation intérieure de la GCI et du mouvement ouvrier en général nous paraît être très grave. Le devoir de chaque fraction est de prendre nettement position. En formulant ici nos propositions et en les soumettant à tous les groupes de la GCI, nous espérons qu'elles seront examinées attentivement. Nous sommes prêts à examiner et discuter toute proposition ou suggestion opposée.

Dans l'attente d'une rapide réponse, veuillez recevoir, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

LA FRACTION FRANÇAISE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE
(GCF)

Paris le 15 mars 1946

INTERNATIONALE

1933 – Mort de la 3^{ème} Internationale. Cours vers la guerre impérialiste

Il est bien aisé en 1946 de discuter sur le moment où il fallait quitter la 3^{ème} Internationale. Chaque date – celle de 1921, de 1924, de 1927 – est assez riche en événements pour déterminer les causes de rupture d'avec l'IC. Ce qui semble guider la majorité des camarades de l'avant-garde, tels les RKD ou les CR, est plus un canevas, une espèce de critère statique que l'examen d'une situation mouvante mais qui, à notre avis, garde son sens jusqu'en 39.

Notre interprétation du phénomène russe et de sa répercussion sur le terrain international s'appuie sur 2 facteurs décisifs :

- a) Une situation de crise politique de la bourgeoisie mondiale qui, après la rupture de la guerre impérialiste par la Révolution russe, cherche sa voie, aspire à la paix et s'aperçoit de son impossibilité à adapter l'essor de son économie à l'économie de paix. Cette crise politique désarticule tout le système de police et de coercition, donnant au prolétariat la possibilité de l'opposer face à l'État, contre l'État pour la révolution.
- b) L'existence d'une idéologie révolutionnaire et d'une avant-garde qui s'organise assez rapidement sur le terrain international. Si nos camarades RKD et CR acceptent nos 2 points – à l'exception de la tendance H⁽⁴⁾ –, pourtant leurs conclusions ne sont pas identiques aux nôtres.

A quoi cela tient ?

Tout d'abord à leur notion d'Internationale. Au lieu de voir cet organisme comme une manifestation d'un immense mouvement ouvrier en opposition franche et active contre l'État bourgeois, ils ont par trop tendance à séparer le mouvement lui-même avec ses spontanités et son impréparation idéologique d'avec l'Internationale.

En haut le parti communiste international qui traficote, en bas la classe ouvrière qui génériquement trouve le chemin de la révolution et se heurte à l'Internationale dans sa lutte.

C'est toute la notion de parti qu'ils admettent sur le plan national et qu'ils rejettent, en la camouflant sur le plan mondial.

Si organiquement le parti ne se confond pas avec la classe, tel un état-major et une armée, pour ce qui est de l'idéologie de la lutte il y a identité parti et classe.

L'impréparation des luttes, les erreurs, l'opportunisme tactique ne sont pas le fait du traficotage d'une clique mais bien la preuve de la faiblesse idéologique d'une avant-garde qui tâtonne devant les problèmes nouveaux et immenses.

Et comme c'est uniquement dans le creuset de l'Internationale que s'élabore toute l'idéologie révolutionnaire – parce que l'Internationale c'est le mouvement mondial vers la révolution et, par là, la preuve que le cours est toujours montant – c'est là aussi que les batailles décisives entre la gauche révolutionnaire et la droite opportuniste se livrent.

Dans la période montante, hors du mouvement, hors de l'Internationale, la gauche n'a aucune possibilité de contrebalancer et d'annihiler la politique opportuniste de la droite.

Parler de l'Internationale opportuniste c'est parler d'un cours de reflux révolutionnaire et indiquer par là que l'organisme mondial s'est vidé de son contenu conscient de classe. Parler d'Internationale dégénérée est un non-sens politique car ce corps ne peut que présenter une faiblesse, une impréparation ou bien une faillite.

Le problème en jeu n'est pas une régénérescence mais un renforcement de son potentiel révolutionnaire par le renforcement de son idéologie et l'élimination des causes d'erreur et de faiblesse idéologique.

Le mouvement révolutionnaire, quoique affaibli, se poursuit au travers de l'Internationale. Parler de changement de nature de cet organisme c'est nier le cours montant de la révolution. Et il n'y a qu'un esprit prélogique qui peut commettre l'erreur de séparer la révolution chinoise d'avec l'Internationale Communiste. Cette unité passait, pour les révolutionnaires, par la nécessité de renforcer les pointes avancées de la lutte révolutionnaire, non du dehors tels des cathéchisants du haut de leur chaire mais dans le corps même de la lutte.

Quelles que soient les erreurs de principes commises, telle la thèse du "socialisme dans un seul pays", quels que soient les désirs des individualités, tel Trotsky, Staline, Bordiga, la lutte ne posait pas la scission mais l'examen des erreurs et des failles. La prédominance de l'opportunisme dans l'Internationale ne résultait pas de traficotages internes mais du rejaillissement des défaites de la classe dans son organisme le plus conscient.

L'Internationale balbutiait sous le coup des défaites, l'opportunisme trouvait son terrain pour s'épanouir, la Gauche devait-elle désertir le poste ou se faire évincer sans coup férir ? Ne devait-elle pas combattre ces balbutiements en présentant et défendant une ligne politique juste et conséquente des erreurs commises ?

La pureté révolutionnaire est un mythe et signifiait, à cette époque, une trahison envers la classe. La Gauche n'a pas agi en médecin pendant la période qui va jusqu'à 1933 mais comme fraction saine d'un organisme faible. Et si, en 1933, nous avons proclamé la mort de l'Internationale et avons invité le prolétariat à quitter l'organisme de pourriture

⁴ Il existait plusieurs tendances politiques au sein des RKD-CR à cette époque.

idéologique qui s'était installé à sa place, ceci résultait de ce que le cours de la situation avait changé de sens, donnant au mouvement de classe une nature antiprolétarienne.

La montée d'Hitler en Allemagne au lendemain de la crise de 1929 indiquait que le prolétariat avait subi la plus dure défaite et n'était plus capable idéologiquement de s'opposer au cours de la guerre qui s'annonçait.

Ce qui continuait à porter le nom d'Internationale ne représentait plus qu'un tour de passe-passe de la bourgeoisie lui permettant de briser, s'ils se présentaient, les derniers soubresauts de classe contre la guerre.

SADI